

LES EMPLOYÉS DE LA SOTEXAM D'ORAN EN EFFERVESCENCE

Principale revendication : le départ du P-dg

Depuis près de trois mois, la production au niveau de l'unité publique de confection de textile Sotexam d'El-Karma (ex-Sonitex) est à l'arrêt, en raison de la persistance du conflit qui oppose le directeur de ladite société à la majorité de ses employés.

«Nous ne réclamons rien d'autre que le départ de l'actuel directeur», expliquent des travailleurs, rencontrés au siège de l'unité de production de la Sotexam d'El-Karma, où ils observent une grève depuis plusieurs semaines.

«Certains nous accusent d'être des perturbateurs, des grévistes illégaux, alors qu'on ne l'a jamais été», ajoutent nos interlocuteurs qui précisent que «l'arrêt de la production est intervenu spontanément, et c'est le directeur qui l'a provoqué avec son comportement irresponsable».

Selon les employés de la Sotexam d'El-Karma, «c'est le 8 avril que l'affaire a pris cette dimension. Nous avons supporté pendant des années le comportement indélicat du directeur dans l'espoir de voir la situation s'améliorer mais la situation est allée de mal en pis», déplorent-ils. «Nous avons

supporté de rester sans salaire pendant plus de trois mois, malgré tout ce que cela nous a engendré comme problèmes, toute cette patience est dans l'espoir de voir s'améliorer notre situation», ajoutent-ils.

Le licenciement injustifié de deux employés de ladite entreprise par le directeur, dans la matinée du 8 avril, expliquent nos interlocuteurs, est la goutte qui a fait déborder le vase, ajouté à l'échec de toute tentative de communication avec ce dernier à propos de cette décision.

«La situation aurait pu être débloquée autrement si seulement le directeur avait accepté de communiquer avec nous», lance un cadre supérieur de cette société. Et d'ajouter : «au contraire, le P-dg a instruit le chef de parc chargé du transport des travailleurs de ne pas récupérer les travailleurs le lendemain afin de nous accuser par

la suite de grève. C'est avec ce comportement que l'histoire a commencé à prendre une autre tournure», souligne-t-il.

«Tout le monde est au courant des antécédents de ce responsable que ce soit à Oran en 1988, à Tiaret ou à Tlemcen», détaille un ancien employé de la Sotexam.

Lors d'une séance de médiation entreprise entre les représentants des employés de Sotexam, le P-dg et les cadres syndicaux de l'entreprise Soitex (Tlemcen), les revendications des travailleurs en conflit étaient claires : «Mettre fin à la mission du gestionnaire principale de la Sotexam, à savoir l'actuel P-dg, la nomination d'un intérimaire jusqu'à la désignation d'un remplaçant dans les plus brefs délais, le rappel des cadres dirigeants pour assurer la reprise d'activité afin d'honorer les différents contrats de fournitures ainsi que la levée des différentes poursuites judiciaires et disciplinaires à l'encontre des concernés.» Le collectif des employés a expliqué, à la même occasion, que la réaction du personnel s'est faite suite «à

l'abus de pouvoir du P-dg, l'atteinte à la dignité des cadres et travailleurs de la société de même que l'absence de dialogue entre les partenaires sociaux et le gestionnaire principal de l'entreprise, sans parler du problème du salaire minime que nous recevons et des primes de rendement que nous n'avons pas touchées depuis des années».

Contacté par téléphone, le P-dg de la Sotexam dira que «cette manifestation a été provoquée par un groupe de perturbateurs irresponsables, qui ne font, avec leurs agissements, qu'entraver le déblocage de la situation».

Dans l'objectif de régler ce conflit, en plus de la séance de médiation, tenue le 2 juin, il est également prévu la visite d'une délégation syndicale représentant la Fédération nationale des travailleurs de tissage et de cuir FNTTC de l'UGTA, dépêchée de la capitale, toujours dans le but de mettre un terme à cette situation qui non seulement tourmente le personnel mais qui met, également en danger l'avenir de l'entreprise.

Ben Aziz

BOUIRA

Vers l'utilisation de la force publique pour rouvrir le siège de l'APC de Haïzer

Alors que la situation est toujours la même au niveau de l'APC de Haïzer fermée depuis plus d'un mois, les autorités de la wilaya se sont déplacées pour raisonner les citoyens qui sont derrière cette fermeture mais sans résultat.

Ceux-ci, mécontents du blocage de leur APC, un blocage dû aux élus des différentes formations politiques qui refusent toute réconciliation avec le P/APC, avaient procédé à la fermeture du siège de l'APC en appelant les autorités de la wilaya à la dissolution de l'APC et à l'installation d'un administrateur.

Or, d'après les informations en notre

possession, aucune loi n'autorise les autorités de la wilaya ou le ministère à dissoudre une APC sans que les élus de cette APC fassent un retrait de confiance au P/APC installé. Mais malgré cela et pour essayer de débloquer la situation, le wali avait procédé à l'installation du chef de daïra en sa qualité d'ordonnateur de l'APC mais en maintenant le P/APC à son poste. Un maintien qui semble être derrière le courroux des fonctionnaires ainsi que des citoyens qui dénoncent le blocage et le manque de projets de développement au niveau de leur APC. Cependant, avec cette fermeture, des centaines de citoyens qui

voient leurs dossiers administratifs bloqués, interpellent chaque jour la wilaya pour procéder à la réouverture de l'APC. Hier, le chef de cabinet s'est déplacé sur les lieux pour raisonner les citoyens qui sont derrière cette fermeture afin de rouvrir l'APC mais la situation a failli dégénérer entre les partisans de la réouverture et les opposants.

Devant cette situation, le représentant de l'Etat est revenu bredouille mais des informations font état de la décision des pouvoirs publics de recourir à la force publique pour rouvrir le siège de cette APC.

Y. Y.

ORAN

L'hôpital militaire régional réussit sa première opération de la scoliose

Pour la première fois au niveau de la région ouest du pays, deux opérations de la scoliose ont été effectuées, lundi et mardi derniers, à l'Hôpital militaire régional universitaire de la deuxième région militaire (HMRUO), situé à Oran).

«Cette opération, expliquent le directeur de l'hôpital et le chirurgien Aït Hadi, consiste à redresser, à l'aide de tiges et de pièces métalliques fixées tout au long de la colonne vertébrale, les angulations dont souffrent le patient, notamment les déformations de la colonne vertébrale, plus ou moins sévères chez les adolescents.»

Sollicité, le professeur Jean-Luc Clémon de l'hôpital Lenvane de Nice (France), chirurgien spécialiste en chirurgie infantile, a effectué ces deux opérations réussies en compagnie d'un médecin anesthésiste, exerçant également au sein du même hôpital français, avec l'assistance de plusieurs médecins

spécialistes de différentes disciplines. Au cours de cette opération, et pour permettre au plus grand nombre de médecins, notamment des chirurgiens neurologues et des orthopédistes algériens de différents

établissements civils et militaires du pays, de suivre les différentes étapes de cette intervention, il leur a été placé, au niveau de l'auditorium de l'HMRUO, un écran grand format transmettant en temps réel le déroulement de l'opération. Ce type d'initiative, expliquent nos interlocuteurs, intervient en application de la stratégie des hautes autorités de l'Etat, notamment en matière de

transfert de savoir-faire médical, et celle de la rationalisation des dépenses, sachant à titre d'exemple que la réalisation de ce type d'opération à l'étranger coûte en moyenne plus de 200 millions de centimes, tandis qu'elle ne nécessite que 50 millions de cts d'équipement pour qu'elle soit réalisée en Algérie.

Ben Aziz

ARRESTATION D'UNE FEMME DE MÉNAGE DE LA MATERNITÉ DU CHU

Un appartement servait de lieu d'avortement

En attendant des éléments complémentaires de l'enquête diligentée par la police, nul ne saurait dire le nombre de jeunes filles que la femme de ménage qui travaille au niveau de la maternité du CHU Oran a pu «recruter» lors de leur passage au niveau de ce service. Ainsi en ce début de semaine, la police a procédé à l'arrestation de la femme de ménage en question qui, selon les premières indications, agissait

avec la complicité d'un paramédical. L'avortement, au moyen chirurgical ou encore par l'absorption de comprimés (10 000 DA), avait lieu, nous dit-on, dans un appartement aménagé en un service médical clandestin. L'accusée devait être présentée mercredi dernier devant le procureur général.

A. B.

TLEMCCEN Forum université-entreprises

Le pôle universitaire de Chetouane a abrité un forum pour les sciences techniques sous le thème «Vers une relation partenariale efficace».

Cette manifestation de haut niveau a vu la participation des acteurs de l'emploi avec les étudiants et jeunes diplômés.

Les sujets abordés ainsi que les premières communications ont traité de cinq principaux thèmes : la valorisation des métiers, la proposition d'emplois, la valorisation de la recherche et du développement et la participation directe à la formation par le biais des programmes du système LMD pour tous les parcours professionnels. Beaucoup d'entreprises du secteur public ont répondu favorablement à l'organisation de ces deux journées d'étude. On citera par exemple l'intervention de M. Ifen du programme spatial national «Horizon 2020» et de M. Belarbi de l'Andi de Tlemcen. Cependant, on remarquera surtout l'intérêt du secteur privé pour une véritable politique de partenariat.

Dans ce cadre, le groupe Dennouni a participé à cette rencontre en mettant en relief «le rôle de l'ingénieur au sein de l'entreprise». Dans son intervention, M. Ben Omar, représentant du groupe, a rappelé le rôle et le cursus de l'ingénieur au sein de l'entreprise et surtout son suivi. A rappeler que cette politique de réinsertion des jeunes diplômés universitaires a fait l'objet d'une série de rencontres l'année dernière au niveau des universités de Sidi-bel-Abbès, de Bab Ezzouar et de Boumerdès. Cette stratégie de proximité a permis à plus de soixante jeunes universitaires de rejoindre les filiales du groupe Dennouni à travers l'ensemble du territoire national. A la clôture de ce Forum 2, organisateurs et participants ont signé plusieurs accords et ont surtout affiché leur satisfaction.

M. Zenasni

RELIZANE Satisfecit à l'éducation

Le lycée Benada-Benaouda (ex-polyvalent) a abrité un point de presse animé par le directeur de l'éducation de la wilaya de Relizane M. Bechelaghagh Yahia, afin de dresser le bilan d'évaluation et de déroulement des examens de fin d'année. Le responsable du secteur de l'éducation a détaillé les résultats de l'examen d'entrée en 1^{er} AM (ex-sixième) et s'est félicité du taux de réussite qui a atteint les 90%, suite aux efforts consentis au niveau des établissements scolaires tant par les élèves et leurs parents que par le personnel enseignant. M. Bechelaghagh a rendu un hommage particulier au corps enseignant et au personnel ayant su mettre en œuvre les nouvelles réformes pédagogiques, les réformes organisationnelles et les moyens mis à la disposition du secteur. Rappelons que le lycée Benada Benaouda a été désigné par le ministre de l'Education, cette année, centre de correction du bac 2009.

A. Rahmane

OUM-EL-BOUAGHI Un agent de la Sonelgaz mis sous mandat de dépôt

Le procureur de la République près le tribunal d'Oum-El-Bouaghi a ordonné l'arrestation et la mise sous mandat de dépôt d'un agent de la Sonelgaz, âgé de 45 ans, pour vol de matériel et équipement électrique. Les faits remontent à la fin du mois de mai, lorsque les services de sécurité de la wilaya entament des investigations suite à une plainte faisant état de disparition d'équipements. L'enquête a abouti aussi à l'implication de plusieurs entrepreneurs qui répondent du chef d'accusation de recel. L'enquête est toujours en cours et risque de connaître d'autres rebondissements.

Moussa Chtatha